

Le 4 avril 2013

**Objet : Mémoire**

**Destinataire : Comité permanent des finances, édifices parlementaires**

**Expéditeur : EconomicInequality.ca**

Nous sommes un groupe qui étudie depuis plus d'un an les inégalités économiques dans la région de Toronto. Nous organisons des assemblées publiques et encourageons la tenue d'un vaste débat public sur la question. Vous trouverez des renseignements sur nos activités sur notre site Web, à l'adresse [www.economicinequality.ca](http://www.economicinequality.ca)

## **Les inégalités économiques : le grand problème**

Les inégalités économiques croissantes au Canada sont un problème qui semble être devenu profondément ancré dans la conscience collective, et un sujet de discussion qui, selon toute vraisemblance, n'est pas prêt de perdre de son intérêt.

Les taux d'imposition au Canada sont en diminution constante depuis les années 1970, et le financement des programmes sociaux diminue au même rythme. Les inégalités économiques croissantes en sont le reflet.

Les conséquences de ces inégalités, non seulement pour les personnes, mais également pour l'économie dans son ensemble, sont en enjeu dont sont pleinement conscients de nombreux Canadiens et qui les inquiète grandement. Comme le fait remarquer l'Institut Broadbent, il existe un vaste consensus en faveur du changement.

Selon de nombreuses données provenant du monde entier, les pays où les inégalités économiques sont moindres en retirent d'importants bienfaits sur le plan social, notamment les bienfaits suivants :

- un taux de criminalité inférieur;
- un meilleur état de santé de la population;
- un niveau d'éducation plus élevé;
- des tensions sociales moins vives;
- un taux inférieur de toxicomanie et d'alcoolisme;
- un taux de bonheur plus élevé.

*The Spirit Level, Why Equality is Better for Everyone*, par Richard Wilkinson et Kate Pickett, fournit un excellent résumé de l'analyse des données sur les inégalités économiques et montre que quiconque, y compris les mieux nantis, profite des avantages découlant de l'égalité économique.

Il est également évident que le fait d'atténuer les inégalités économiques permet d'accroître la productivité et l'efficacité d'une société et de rehausser le sentiment de bien-être de ses habitants.

## **Agir**

Il est crucial que tous les ordres de gouvernement prennent des mesures immédiates afin de renverser la tendance et d'empêcher que le fossé ne se creuse davantage. Les gouvernements doivent prendre tous les moyens à leur portée – en adoptant des politiques fiscales, sociales et relatives au marché du travail – afin de réduire les inégalités. Leur marge de manœuvre est grande, comme en font foi les mesures proposées ci-dessous.

## **Mesures nécessaires pour réduire les inégalités économiques**

1. Les dirigeants et les gouvernements doivent convenir du principe qu'il faut réduire les inégalités économiques.
2. Les chefs politiques doivent parvenir à un consensus sur la nature et l'étendue des inégalités économiques au Canada, qui sont flagrantes, ce qu'ils pourraient faire notamment en réalisant rapidement une étude relativement courte qui s'appuierait sur la pléthore de documents qui existent sur la question.
3. Un débat public doit être tenu, le plus tôt possible, sur les programmes précis à mettre en œuvre, le financement qui leur serait associé et l'ordre de priorité; les changements favorisés dans le cadre de ce débat doivent être apportés.
4. Une commission indépendante doit être créée afin que soit entrepris un examen approfondi du régime fiscal, dans l'optique qu'elle recommande des changements qui contribueront à réduire l'écart entre les inégalités.

## **Quelques changements nécessaires à l'échelle fédérale et provinciale**

### **Changements à la politique fiscale**

- Augmenter le taux d'imposition des mieux nantis.

- Revoir, limiter ou éliminer les dépenses fiscales, c'est-à-dire les pertes de recettes fiscales découlant des déductions fiscales et des crédits d'impôt, dont bon nombre avantagent démesurément les mieux nantis.
- Imposer le revenu du capital (dont les gains en capital) au même taux que le revenu d'emploi : notamment en limitant ou en éliminant les comptes d'épargne libre d'impôt, qui avantagent de façon disproportionnée les mieux nantis. À défaut, envisager une forme d'impôt sur les successions ou sur la fortune.
- Éliminer les stratégies d'évitement fiscal telles que les stratagèmes de planification fiscale à l'étranger, les fiducies familiales, les stratégies de partage du revenu, etc., qui avantagent principalement les mieux nantis.

### **Changements aux politiques fiscales**

- Augmenter la Prestation nationale pour enfants.
- Favoriser l'accès à des garderies abordables.
- Accroître le parc de logements abordables.
- Réformer les programmes de services sociaux, et augmenter les paiements de transfert.
- Appuyer les droits de la personne, l'aide juridique et la justice pour les jeunes ainsi que les programmes connexes.
- Renforcer le système public d'éducation.
- Instaurer un salaire minimum vital pour les employés à temps plein.
- Établir un avantage relatif au logement à l'échelle nationale ou provinciale.
- Veiller à ce que les résidents canadiens aient accès à tous les services, dont les services de soins de santé, sociaux et d'urgence.

### **Modifier la politique du marché du travail**

- Augmenter le salaire minimum.
- Encourager la création d'emplois bien rémunérés.
- Améliorer le régime d'assurance-emploi.
- Améliorer les programmes d'apprentis, de transition de l'école au travail et de formation professionnelle dans des domaines stratégiques.
- Éliminer les inégalités importantes des programmes dans les communautés des Premières Nations.
- Majorer la Prestation fiscale pour le revenu de travail.
- Renforcer les conditions de travail équitables, l'application des normes de travail et l'adhésion au principe d'équité en matière d'emploi.
- Garantir aux travailleurs migrants temporaires un salaire égal pour un travail égal et leur permettre de présenter une demande afin d'obtenir le statut de résident permanent.

## Le régime fiscal

Le régime fiscal, national et provincial, doit être réformé.

L'équité et l'efficacité sont des caractéristiques essentielles d'un bon régime fiscal. La plupart des gens conviennent que les mieux nantis doivent être imposés davantage. Un grand nombre de crédits d'impôt et de déductions, souvent instaurés pour des raisons politiques, devraient être éliminés afin de rendre le régime fiscal plus efficace et plus facile à comprendre. Depuis les dernières décennies, les revenus tirés de gains en capital sont peu imposés par rapport au revenu d'emploi, et il faudrait envisager de changer cela. On pourrait réduire considérablement, voire éliminer, la pauvreté grâce à un crédit d'impôt sur le salaire minimum vital.

D'autres raisons justifient une révision du régime fiscal actuel. Comme beaucoup le reconnaissent, la sécurité de retraite est de plus en plus la responsabilité des particuliers; or, bon nombre de gens n'ont pas la capacité ou la connaissance ou encore ne sont pas enclins à mettre de l'argent de côté en vue de leur retraite. Une réforme fiscale pourrait nous permettre de régler ce problème. Tout comme celui des soins de santé, qui, à moins que nous trouvions des moyens d'en financer le coût, nous obligera à écarter d'autres priorités. Enfin, et que certains considèrent comme controversé, mais qui est vrai selon nous, il est impératif que nous luttons contre la dégradation de l'environnement pour des raisons d'équité entre les générations. Au cours des prochaines décennies, nous devons transformer notre économie, et une telle transformation ne peut se faire sans une solide réforme fiscale écoresponsable.

Pour toutes ces raisons, il est tout à fait sensé de se pencher sérieusement sur le régime fiscal. Le dernier examen du régime fiscal remonte à une quarantaine d'années, avec le rapport de la Commission Carter sur la fiscalité. Nous sommes d'avis qu'une étude de ce genre doit être entreprise par une commission d'enquête.

## Conclusion

Respectueusement soumis par  
EconomicInequality.ca  
Coordonnateur, John Sewell, [john@johnsewell.ca](mailto:john@johnsewell.ca), 416-977-5097

Membres du comité directeur :  
Liz Rykert, [liz@metastrategies.com](mailto:liz@metastrategies.com)  
Walter Ross, [waltergr@sympatico.ca](mailto:waltergr@sympatico.ca)

Anna Willats, [awillats@sympatico.ca](mailto:awillats@sympatico.ca)  
Margaret Smith, [smith107@sympatico.ca](mailto:smith107@sympatico.ca)  
Alison Kemper, [alison.kemper04@rotman.utoronto.ca](mailto:alison.kemper04@rotman.utoronto.ca)  
John Stapleton, [jsbb@rogers.com](mailto:jsbb@rogers.com)  
Russ Ford, [russf@lampchc.org](mailto:russf@lampchc.org)  
Anne Hume, [jannehume@yahoo.ca](mailto:jannehume@yahoo.ca)  
John Sewell, [john@johnsewell.ca](mailto:john@johnsewell.ca)  
Rob Howarth, [robinhowarth@gmail.com](mailto:robinhowarth@gmail.com)  
Wayne Olson, [wayne.olson@rogers.com](mailto:wayne.olson@rogers.com)  
Margie Zeidler, [wayne.olson@rogers.com](mailto:wayne.olson@rogers.com)  
Jack Rising, [stillgotlegs@gmail.com](mailto:stillgotlegs@gmail.com)  
MaryAnne Cooper, [macooper86@gmail.com](mailto:macooper86@gmail.com)  
Charles Campbell, [chascamp@sympatico.ca](mailto:chascamp@sympatico.ca)